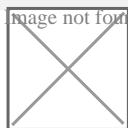


image not found or type unknown



SOMMAIRE : [Quoi de neuf / Actus régionales / Appel à projet / Veille législative / Actus sociales / Agenda](#)

Flash n°46 du 12
décembre 2023

QUOI DE NEUF

Recherche de participants pour constituer un groupe éthique en Picardie

Publié le 12 Décembre 2023

Le CREAI et la DREETS Hauts-de-France vont prochainement déployer en Picardie un comité éthique dans le champ des mesures de protection juridique des majeurs (tutelles, curatelles).

Pour compléter le groupe, ils recherchent des professionnels du médico-social qui collaborent, au quotidien, avec des protecteurs professionnels et/ou familiaux.

Ils recherchent aussi des juges qui seraient intéressés à se joindre à ce comité éthique.

Le fonctionnement du comité sera construit collectivement lors d'une première réunion en visioconférence ce jeudi 14 décembre à 14h.

Si vous êtes intéressés et pour plus d'informations, vous pouvez contacter Steffi LHOMME, conseillère technique au CREAI HdF : slhomme@creaihdf.org

Formation-action : « Prévenir les situations critiques et complexes d'enfants et adolescents : coordination territoriale des acteurs pour mieux répondre à la sécurité des parcours »

Publié le 24 Novembre 2020

Depuis 2019, le CREAI Hauts-de-France coordonne et anime, pour l'Agence Régionale de Santé, une nouvelle démarche de formation-action inter-institutionnelle visant à accompagner les professionnels dans le développement de coordinations territoriales afin de prévenir les situations complexes et de sécuriser les parcours des enfants et des adolescents.

Cette action sera déployée sur l'ensemble des territoires de santé des Hauts-de-France. Depuis 2019, c'est au total 200 professionnels, de 92 structures, qui se sont engagés et participent à la démarche :

Dans l'Aisne : LAON, d'avril à novembre 2019, SAINT QUENTIN, de novembre 2020 à novembre 2021
Dans l'Oise : BEAUVAIS-CLERMONT, de mai 2019 à janvier 2020, SENLIS, de décembre 2021 à Juin 2022
Dans le Nord : ROUBAIX-TOURCOING, de septembre 2019 à mars 2020, FLANDRES INTERIEURES de novembre 2020 à décembre 2021
Dans le Pas de Calais : LENS-HENIN, fin avril 2021, SAINT OMER de Janvier 2022 à Juillet 2022
Dans la Somme : AMIENS (session en cours), de octobre 2021, fin prévue en juin 2022

A la rentrée 2022, trois nouveaux territoires seront mobilisés : ABBEVILLE, BETHUNE et CAMBRAI

Le contexte

Depuis le rapport « Zéro sans solution » : Le devoir collectif de permettre un parcours de vie sans rupture, pour les personnes en situation de handicap et pour leurs proches, les politiques publiques ont cherché à faire évoluer les cadres de prise en charge des personnes en situation de handicap pour plus qu'aucune personne ne se retrouve sans solution. A travers les 4 axes de la démarche « Une Réponse Accompagnée Pour Tous », c'est bien l'ensemble du dispositif, mais également les pratiques, les postures et les articulations entre acteurs qui sont appelées à être modifiées. Sur le terrain ces changements s'avèrent complexes. Le fonctionnement en silo des institutions reste fermement inscrit dans les pratiques, les histoires et les cultures professionnelles.

Le développement de ce nouveau paradigme de prise en charge appelle donc avant tout à une réelle (r)évolution culturelle, susceptible de permettre l'émergence d'une culture commune entre les différents secteurs (médico-social, éducatif, social et sanitaire), mais également le développement de savoir-faire et de pratiques innovantes partagés.

C'est dans ce contexte et dans le cadre de l'objectif stratégique du Projet Régional de Santé relatif à la promotion des parcours de vie sans rupture et de l'inclusion des personnes en situation de handicap que l'ARS a identifié les formations croisées interprofessionnelles comme un levier.

S'appuyant sur l'expérience des formations-action « Adolescence complexes-Accompagnements partagés », l'ARS a sollicité le CREAI Hauts-de-France afin qu'il puisse proposer une nouvelle démarche de formation-action susceptible d'accompagner les professionnels dans leur appropriation de ce nouveau cadre d'accompagnement global coordonné. Cette action est déclinée au niveau régional sur les territoires de proximité.

Le public

Cette formation-action est destinée aux professionnels (cadres et non-cadres) des services de l'action sociale du département (ASE, SSD, PMI), des établissements d'accueil et services d'accompagnement

en protection de l'enfance (Foyers de l'enfance, MECS, AEMO), des établissements et services médico-sociaux (IME, IEM, ITEP, SESSAD...), des établissements et services de psychiatrie infantile-juvénile du secteur. Les MDPH sont également invitées à participer à la démarche.

Les objectifs

Elle a pour objectifs de :

Développer l'interconnaissance : connaître les cadres d'actions, limites et ressources des partenaires
Partager un cadre de références (réponse accompagnée pour tous, besoins fondamentaux de l'enfant, psycho trauma complexe, conférence-débat sur l'adolescence)
Permettre l'émergence d'une culture commune entre les différents secteurs (médico-social, sanitaire et social) et la mutualisation des savoir-faire ;

S'appuyant sur les difficultés, les leviers et les besoins repérés par les acteurs ayant participé à la démarche, elle aboutit à l'élaboration sur chaque territoire à un guide de bonnes pratiques de coordination locale. Ce guide, fruit d'un travail collectif, comprend une partie répertoire, un ensemble d'informations, de recommandations et de principes d'intervention permettant de favoriser la coordination des acteurs sur le territoire autour des situations complexes et critiques d'enfants et adolescents.

Pour tout renseignement, contacter Agathe Deneff, conseillère technique, adeneff@creaihd.fr

Crédit photo Gerd Altmann de Pixabay

ACTUS REGIONALES

CESER Hauts-de-France - Les enjeux transfrontaliers de la santé

Publié le 12 Décembre 2023

Le CESER Hauts-de-France s'est interrogé dans ce rapport sur les enjeux transfrontaliers de la santé et plus particulièrement sur l'accessibilité aux soins des résidents frontaliers franco-belges selon deux axes :

l'accès aux soins de tous, le volet sanitaire; l'accès aux soins et la prise en charge des personnes en situation de handicap, le volet médico-social de la question.

Ce rapport d'étape est un état des lieux de l'accès aux soins des résidents vivant à proximité de la frontière franco-belge, dans le pays voisin. Des travaux futurs approfondiront les pistes de progrès énoncées.

[Rapport](#)

Source : CESER Hauts-de-France, 26 septembre 2023

Forum vacances adaptées

Publié le 12 Décembre 2023

Sous l'égide de la Maison des Aidants Lille-Roubaix-Tourcoing, ce forum s'adressera à toutes les personnes en situation de handicap, les aidants et les professionnels concernés par tout type de handicap sur le territoire de la MEL.

Les visiteurs n'ont pas besoin de s'inscrire pour y venir.

Le but est que les personnes en situation de handicap, leurs familles, tuteurs, éducateurs puissent venir rencontrer la 40aine d'organismes présents, ils pourront ainsi répondre à leurs questions et les conseiller sur leurs séjours, mais aussi sur leurs activités et lieux de loisirs, ou encore sur le répit ou relayage possible durant l'année.

Vendredi 12 Janvier 2023 : 10h-18h

Samedi 13 Janvier 2024 : 10h-12h30

à la salle des fêtes de la mairie de Tourcoing

[Pour en savoir plus](#)

Les jeunes montent sur scène pour sensibiliser au Harcèlement

Publié le 28 Novembre 2023

Le harcèlement scolaire est un fléau qui touche 1 élève sur 10 environs soit entre 800.000 et un million d'enfants et d'adolescents chaque année en France.

Le gouvernement a fait du harcèlement une priorité qui se décline au niveau national à travers un plan interministériel de lutte contre le harcèlement à l'école et dans tous les lieux de vie de l'enfant.

Face à ce fléau sur le terrain de nombreuses actions se mettent en place en vue d'agir en amont et de prévenir les situations de harcèlement qui ne sont pas toujours faciles à déceler et qui prennent leur source de plus en plus sur les réseaux sociaux.

Il est important d'impliquer les principaux concernés c'est à dire les jeunes dans les actions de prévention : Qui mieux que des jeunes pour parler aux jeunes.

Le Service de Prévention Spécialisée Avenir des Cités qui agit dans le cadre d'une mission de protection de l'enfance propose des ateliers théâtre à des adolescents afin de développer leur pouvoir d'agir et leur proposer des espaces d'expression qui permettent de libérer la parole et d'agir en prévention afin de lutter contre ce fléau.

Depuis la rentrée, un groupe d'adolescents fait l'apprentissage de la scène et du théâtre à partir de situations réelles vécues et ils répètent chaque jeudi avec Fabien DECOSTER et Julie LAUDE deux comédiens de [la compagnie la belle histoire](#) qui les aident et les accompagnent dans la mise en scène

Les jeunes sont fiers de vous donner rendez-vous afin de présenter leur spectacle "Les jeunes sur Scène...et le Harcèlement" le dimanche 17 décembre 2023 à 15h (ouverture des portes à 14h30) au Centre culturel Jacques Prévert 36 rue Montceau-les-mines, 62440 Harnes. Gratuit et Ouvert à tous sur réservation.

Le Pitch de la pièce : Nous sommes en 2050, et le Harcèlement n'existe plus...Il a été éradiqué définitivement grâce à la participation et aux efforts de tous.

L'émission télé qui fait sensation en ce moment "[On vous dit Tout](#)" présentée par notre star Mike fera un comeback en 2023 pour nous expliquer ce qu'était le Harcèlement car à cette époque c'était un vrai fléau.

Cette pièce écrite et jouée par les jeunes est la projection d'un futur qu'ils désirent.

Leurs souhaits et leurs rêves sont que le Harcèlement n'existe plus.

Ce projet est soutenu par le Conseil Départemental du Pas de Calais et financé par la Caisse d'Allocations Familiales du Pas de Calais dans le cadre des Fonds Publics et Territoires.

Afin de vous accueillir dans les meilleures conditions, merci de bien vouloir confirmer votre participation en cliquant sur [le formulaire d'inscription](#)

APPEL À PROJET

Appel à projet visant à faciliter le développement d'interventions favorisant l'appropriation anticipée des droits en fin de vie

Publié le 12 Décembre 2023

Sous l'égide du 5ème "Plan national de soins palliatifs et accompagnement en fin de vie" dans le cadre de son axe 1 "Favoriser l'appropriation des droits en faveur des personnes malades et des personnes en fin de vie", et son action n°3 "Développer les dispositifs et les outils au service d'une appropriation anticipée des droits" avec le Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (CNSPFV) un appel à projet est lancé en faveur de la promotion d'interventions (outils et dispositifs) qui permettent l'appropriation du droit des personnes malades.

Objectif de l'appel à projet

Cet appel à projet vise le développement d'interventions facilitant l'appropriation anticipée des droits des personnes en situation palliative et en fin de vie et le renforcement de l'anticipation palliative :

information sur les droits, sensibilisation des publics (patients, proches, professionnels) aux droits mobilisables, communication sur les directives anticipées, aide à la rédaction des directives anticipées, mise en œuvre d'une réflexion sur l'anticipation, aide à la réalisation de discussions anticipées...

A qui s'adresse cet appel à projet ?

Les publics destinataires de cet appel à projet sont les psychologues en EHPAD et les travailleurs socio-éducatifs (assistants du service social, conseillers économiques sociaux et familiaux, acteurs du social travaillant auprès de populations précaires et fragiles ...) qui ont une activité professionnelle et accompagnent au sein d'associations s'occupant de personnes en situation de précarité sociale ou de grande fragilité. Ces professionnels ne disposent pas suffisamment d'outils leur permettant d'aborder ces questions et d'entamer des discussions de manière adéquate avec les personnes qu'ils accompagnent.

Soutien méthodologique et technique du CNSPFV

L'innovation de ce projet réside dans le fait que les porteurs de projets retenus bénéficieront d'un soutien méthodologique et technique du CNSPFV pendant toute la durée du développement des outils et des dispositifs. Il s'agit d'accompagner les porteurs de projet dans le développement et la structuration d'un outil favorisant l'appropriation anticipée des droits en fin de vie à partir de leurs besoins et de leurs pratiques. Le CNSPFV aidera les candidats à mieux orienter leurs projets en conformité avec le cahier des charges.

Intérêts de candidater à cet appel à projet

Les porteurs de projets sont sélectionnés par un comité d'évaluation qui suivra et accompagnera le développement des projets avec l'appui méthodologique et technique du CNSPFV.

A l'achèvement des projets, le CNSPFV apportera également aux porteurs de projet :

une valorisation du projet du lauréat sur le site internet du CNSPFV
une publication de l'outil développé au sein d'une plateforme numérique nationale (en cours de développement) qui recueille et répertorie tous les outils, accessible à tous les publics intéressés
une campagne de promotion des lauréats sur internet et les réseaux sociaux ainsi qu'auprès de partenaires
d'autres actions de communication

Critères d'évaluation des projets

Les projets devront répondre aux critères soulignés dans l'appel à projet.

[Appel à projet](#)

[Pour en savoir plus](#)

Appels à projets ONPE 2024

Publié le 12 Décembre 2023

Appel à projets thématiques

Dans le cadre de son appel à projets thématique 2024, l'ONPE soutiendra des recherches permettant de faire émerger des connaissances sur les négligences en protection de l'enfance.

[Fichier de l'appel d'offre thématique](#)

[Dossier de candidature](#)

[Autres fichiers](#)

Appel à projets ouvert 2024

L'objectif du présent appel à projets est de développer l'étude de questions émergentes dès lors que leur approfondissement peut contribuer à éclairer l'action des intervenants ou des responsables techniques ou politiques exerçant dans le champ de la protection de l'enfance, de l'adoption ou de l'accès aux origines personnelles.

[Fichier de l'appel d'offre ouvert](#)

[Dossier de candidature](#)

[Autres fichiers](#)

VEILLE LEGISLATIVE

Veille au 12 décembre 2023

Publié le 12 Décembre 2023

Convention collective

Arrêté du 22 septembre 2023 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile (no 2941)

[JORF n°0282 du 6 décembre 2023](#)

Détention

Décret n° 2023-1044 du 16 novembre 2023 modifiant la partie réglementaire du code pénitentiaire (décrets simples) et relatif aux conditions de détention des mères détenues vivant avec leurs jeunes enfants en détention

[JORF n°0267 du 18 novembre 2023](#)

Circulaire relative à la prise en charge des enfants vivant avec leur mère en détention

Date de mise en ligne 05 décembre 2023

ACTUS SOCIALES

Livre blanc du travail social

Publié le 12 Décembre 2023

Le **Livre blanc du travail social**, issu des travaux des groupes nationaux du Haut Conseil du travail social (HCTS), des comités locaux du travail social et des principales organisations pointe la crise du secteur en faisant des constats et des recommandations. Il affirme que l'organisation et les conditions de travail doivent être repensées.

Ce livre blanc divisé en quatre parties, met en évidence la question du travail et des conditions de travail.

De l'attractivité des métiers à l'attractivité des organisations
De l'impuissance au pouvoir d'agir : retrouver le cœur de métier et les conditions d'une autonomie d'action professionnelle
Susciter l'intérêt, attirer les jeunes (et moins jeunes) vers les métiers du social
L'attractivité des métiers dans les transitions numérique, démographique et écologique

Source : Ministère des Solidarités et de la Famille, 30 novembre 2023

Les Politiques publiques du handicap

Publié le 12 Décembre 2023

La Commission nationale consultative des droits de l'homme publie le rapport "Les politiques publiques du handicap. Faire face à la persistance des stéréotypes, préjugés, et discriminations. Elle constate que 13 ans après la signature par la France de la convention relative aux droits des personnes handicapées, « le changement de paradigme » qu'elle porte « n'est toujours pas intégré dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques »

Seize propositions y sont formulées sur les sujets liés à l'accessibilité, l'éducation, le logement, l'emploi ou l'accès à la justice. Elle recommande notamment le renforcement des contrôles à destination des établissements pour prévenir toute forme de maltraitance.

[Rapport](#)

[L'Essentiel en FALC](#)

[L'Essentiel](#)

Source : la Commission nationale consultative des droits de l'homme, 5 décembre 2023

Modes de garde et d'accueil des jeunes enfants handicapés

Publié le 12 Décembre 2023

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publie une étude inédite sur les familles ayant des enfants handicapés âgés de moins de 6 ans et leur organisation en matière de modes de garde.

Voici les principaux résultats de [cette étude](#) :

Environ 1 enfant âgé de moins de 6 ans sur 100 bénéficie de l'AEEH soit 47 000 en 2021. Les mères sont plus souvent inactives et la part de mères isolées est bien plus élevée. Avant 3 ans, des enfants beaucoup plus souvent gardés par leurs parents sur des temps plus longs en moyenne. Un accueil aussi fréquent en structure collective mais plus rare chez une assistante maternelle, sur des temps plus courts que les autres enfants. Des parents moins souvent satisfaits quand ils assurent la garde de leur enfant, même quand il s'agit de leur choix. Des temps de présence à l'école plus réduits et des parents davantage présents en relai les mercredis et après l'école. Des écarts semblables mais moins marqués pour les enfants handicapés sans reconnaissance administrative.

Source : Drees, ÉTUDES ET RÉSULTATS, N° 1286, Paru le 08 décembre 2023

Vers un modèle français des soins d'accompagnement

Publié le 12 Décembre 2023

Ce [rapport](#) rendu public le 11 décembre 2023, après 6 mois de travaux est articulé autour de cinq axes :

Permettre un accès équitable aux soins d'accompagnement. Favoriser l'anticipation et l'intégration aux autres prises en charge. Mobiliser les territoires et les collectivités. Impliquer les membres d'un territoire dans la fin de vie et garantir les solidarités. Assurer et diffuser des soins d'accompagnement de qualité.

La stratégie décennale 2024-2034 "soins palliatifs, prise en charge de la douleur et accompagnement de la fin de vie en France" qui sera dévoilée en janvier pourra s'appuyer sur les recommandations de ce rapport.

Source : Ministère de la Santé et de la Prévention, 11 décembre 2023

« Tout compris ! » Emission de radio rédigée en FALC

Publié le 12 Décembre 2023

Depuis le 16 septembre 2023, la CNSA et Vivre FM proposent une émission de radio qui traite de

l'actualité mais avec la particularité d'être rédigée en FALC. Cette émission qui s'intitule « Tout compris ! » est diffusée tous les samedis à 9h et dure 15 minutes.

L'émission est également disponible en [podcast sur le site Vivrefm.com](#) ainsi que sur les plateformes d'écoute (Apple Podcasts, Google Podcasts, Deezer, Spotify).

Source : CNSA, 20 septembre 2023

L'apport de la socio-esthétique dans les démarches d'inclusion de jeunes en situation de handicap

Publié le 12 Décembre 2023

L'IDEFHI a mené une recherche sociologique, appliquée et participative pour documenter scientifiquement comment les pratiques de socio-esthétiques peuvent participer au développement et au renforcement du bien-être et de l'estime de soi chez les jeunes en situation de handicap engagés dans des démarches d'inclusion.

L'objectif était de mesurer les effets potentiels de ces pratiques pour des jeunes en situation de handicap, engagés dans une démarche d'inclusion scolaire.

Plusieurs ressources sont disponibles pour informer, sensibiliser et offrir des conseils aux jeunes en situation en handicap, à leur proches et aux professionnels

[8 capsules vidéos](#) [Un livret pédagogique](#) [Un film documentaire](#) [Le rapport de recherche](#) , [la synthèse](#), [la synthèse pour les acteurs de terrain](#)

Cette recherche a été soutenue dans le cadre de l'appel à projets "Estime de soi et handicap" lancé par la FIRAH et la Fondation l'Oréal.

[Pour en savoir plus](#)

Source : FIRAH

AGENDA

Les Assises de l' EHPAD de demain

Le 15 décembre 2023

Echelle : En région

Le Département du Nord organise les Assises de l' EHPAD de demain le 15 décembre à la Cité des Echanges à Marcq-en-Barœul.

[Voir le programme.](#)

[Inscriptions sur ce lien](#)

Protection de l'enfance et éducation au numérique

Le 25 janvier 2024

Echelle : En région

L'ENPJJ organise les 24èmes journées de valorisation de la recherche les 25 et 26 janvier 2024 à Roubaix sur le thème "Protection de l'enfance et éducation au numérique" Quels enjeux ? Quelles pratiques?

Les professionnels du champ de la protection de l'enfance observent chaque jour les évolutions contemporaines des pratiques médiatiques des jeunes avec lesquels ils travaillent : forte présence sur les réseaux socio-numériques, devant les écrans, centralité du téléphone portable au quotidien, nouvelles manières de s'informer et de communiquer, mais aussi difficultés pour certains à utiliser les dispositifs numériques lorsqu'il s'agit de bureautique, de démarches administratives, d'école à distance, d'orientation scolaire ou d'insertion professionnelle. Ces constats interrogent. Comment ces évolutions influencent-elles le quotidien des jeunes, leur construction identitaire, leur socialisation ? Comment expliquer des disparités d'usage, et plus globalement de rapport au numérique, chez des jeunes dont on présume souvent un rapport fluide et intuitif à ce dernier ? L'éducation aux médias et à l'information (EMI) en contexte numérique peut-elle être un levier d'insertion ? Autant de questions qui posent, en creux, celle du rôle des professionnels de la protection de l'enfance dans l'EMI, dont la nécessité n'est pas aujourd'hui d'être soulignée. En sont-ils des acteurs à part entière ? Si oui, peut-on dégager des enjeux et des pratiques spécifiques à cette « éducation à » menée à partir du champ de la protection de l'enfance ? C'est à ces questions que seront consacrées les 24èmes journées de valorisation de la recherche de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ), intitulées « Protection de l'enfance et éducation au numérique. Quels enjeux ? Quelles pratiques ? ». L'EMI constituant un champ d'étude vaste et aux contours mouvants, spécialement lorsqu'elle aborde le numérique, ces 24èmes JVR ont été pensées à travers trois angles permettant d'apporter des éclairages sur des facettes de l'EMI qui ne sont, à ce jour, pas les plus explorées, bien qu'entrant fortement en écho avec les pratiques quotidiennes des professionnels de la protection de l'enfance.

[Programme](#)

[Pour en savoir plus](#)

AFAR - Vie amoureuse, affective et sexuelle des personnes âgées

Le 07 mars 2024

Echelle : National

Associer l'âge avancé et la sexualité fait partie des derniers tabous.

Cette réalité émerge pourtant avec, comme chez l'adulte, un arc-en-ciel de situations allant de la prédation à la vie pleine du rétablissement en psychiatrie. Les entraves et les dangers sont à mieux connaître. À domicile comme dans les lieux de vie collective, un environnement informé et bienveillant est d'autant plus nécessaire que les personnes sont fragiles.

En présentiel ou en distanciel

[Inscription](#)

[Programme](#)

AFAR - Enfants maltraités : tous concernés

Le 08 mars 2024

Echelle : National

Au cours de ces dernières années, l'impact de la maltraitance envers les enfants sur le développement à court et long terme est de mieux en mieux connu. Pour autant, le repérage et la prise en charge de ces enfants victimes restent complexes. Il est urgent que tous les professionnels de l'enfance se forment à cette clinique spécifique au prix de se confronter à l'irreprésentabilité de la violence. Comprendre, connaître, repérer et prendre soin seront au cœur des échanges de cette journée avec une approche pluridisciplinaire.

En présentiel ou en distanciel

[Inscription](#)

[Programme](#)

OFFRES D'EMPLOI

Chaque semaine, vous pouvez consulter les offres d'emploi en cliquant sur le lien présent dans le mail du Flash Infos.

Chaque semaine, l'intégralité des offres d'emploi est disponible sur [l'Espace Flash en cours](#), en cliquant sur « les dernières offres » (avec vos identifiants).

Tarifs Offres d'emploi :

Etablissements contribuant au CREAI : gratuit

Etablissements ou structures non contribuant : Première parution 120 €, parution supplémentaire 15 €

Tarifs Abonnement annuel au Flash Info :

Etablissements contribuant au CREAI : gratuit

Etablissements ou structures non contribuant : 145 €

Particulier : 59 €

Les adresses et informations recueillies font l'objet d'un archivage informatique pour une utilisation exclusive par le CREAI Hauts-de-France et ne sont pas cédées à des tiers. Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent (art. 34 de la loi "Informatiques et Libertés" du 6 janvier 1978). Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez contacter le CREAI à l'adresse ci-dessous.

Flash Hebdomadaire édité et imprimé par le CREAI / 54 Bd Montebello / BP 92009 / 59011 Lille Cedex

Tél : 03.20.17.03.03. / Fax : 03.20.17.03.17. / ISSN 0753-6906

Responsable de la publication : Frédéric Ghyselen

Sélection des informations : Laurence Allaëys

Offres d'emploi : Marie Declercq

Adresse du site : <http://www.creaihd.fr/>

CREAI du Hauts-de-France

Siège social : 54, Bd Montebello - BP 92009 - 59011 Lille Cedex

Tél. 03 20 17 03 03 - Fax. 03 20 17 03 17
